

The Positive Way

WAVESTONE



## TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : LE TEMPS DES CITOYENS ET DES TERRITOIRES ?

---

### CONTACTS

---



Jean-Baptiste BLONDEL  
[jean-baptiste.blondel@wavestone.com](mailto:jean-baptiste.blondel@wavestone.com)

Jérémy PONTIF  
[jeremy.pontif@wavestone.com](mailto:jeremy.pontif@wavestone.com)

Défi sociétal et démocratique, autant que technologique et économique, la transition énergétique va bouleverser nos modes de vie. L'Accord de Paris a marqué un virage avec le transfert aux territoires de la responsabilité de la mise en œuvre de la transition énergétique. La réussite de cette transition repose sur l'organisation et l'accompagnement de la rencontre entre les territoires, les citoyens, et les réseaux d'acteurs publics et privés.

**Cette démarche contribue à l'ancrage local des projets et des modèles économiques tout en assurant une harmonie avec les spécificités historiques et socioéconomiques locales. Elle est un fondement des modèles durables de gouvernance.**

## CITOYENS ET TERRITOIRES SONT AU CŒUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La transition énergétique « hybride » les systèmes énergétiques nationaux, avec un curseur entre modèle centralisé/décentralisé dont la position est relative aux atouts naturels des territoires et aux choix historiques de politique énergétique. Elle crée de nouvelles chaînes de valeur énergétiques locales (services de recharge pour véhicules électriques, boucles énergétiques locales et micro-grids, valorisation énergétique des déchets organiques,...) sur lesquelles convergent l'ensemble des acteurs (publics et privés) et filières impliquées dans la transition énergétique. Elle fait naître des porosités entre des filières historiquement locales et cloisonnées.

Les réformes territoriales ont défini des rôles spécifiques et complémentaires à chaque échelon, que chacun commence à s'approprier. Les Régions, porteuses du SRADDET, endossent un rôle de chef de file sur les volets climat et énergie. Les EPCI sont appelés à coordonner la mise en œuvre de la transition énergétique sur leur territoire, notamment en pilotant les

services publics locaux pour la rénovation énergétique. Ainsi, **les territoires administratifs deviennent des territoires de projets**, qu'ils portent ou co-financent au travers de nouvelles structures (SEM, EPL, SEMOP), renforçant ainsi leur ancrage et leur impact économique local.

### Citoyens et territoires forment un couple indissociable

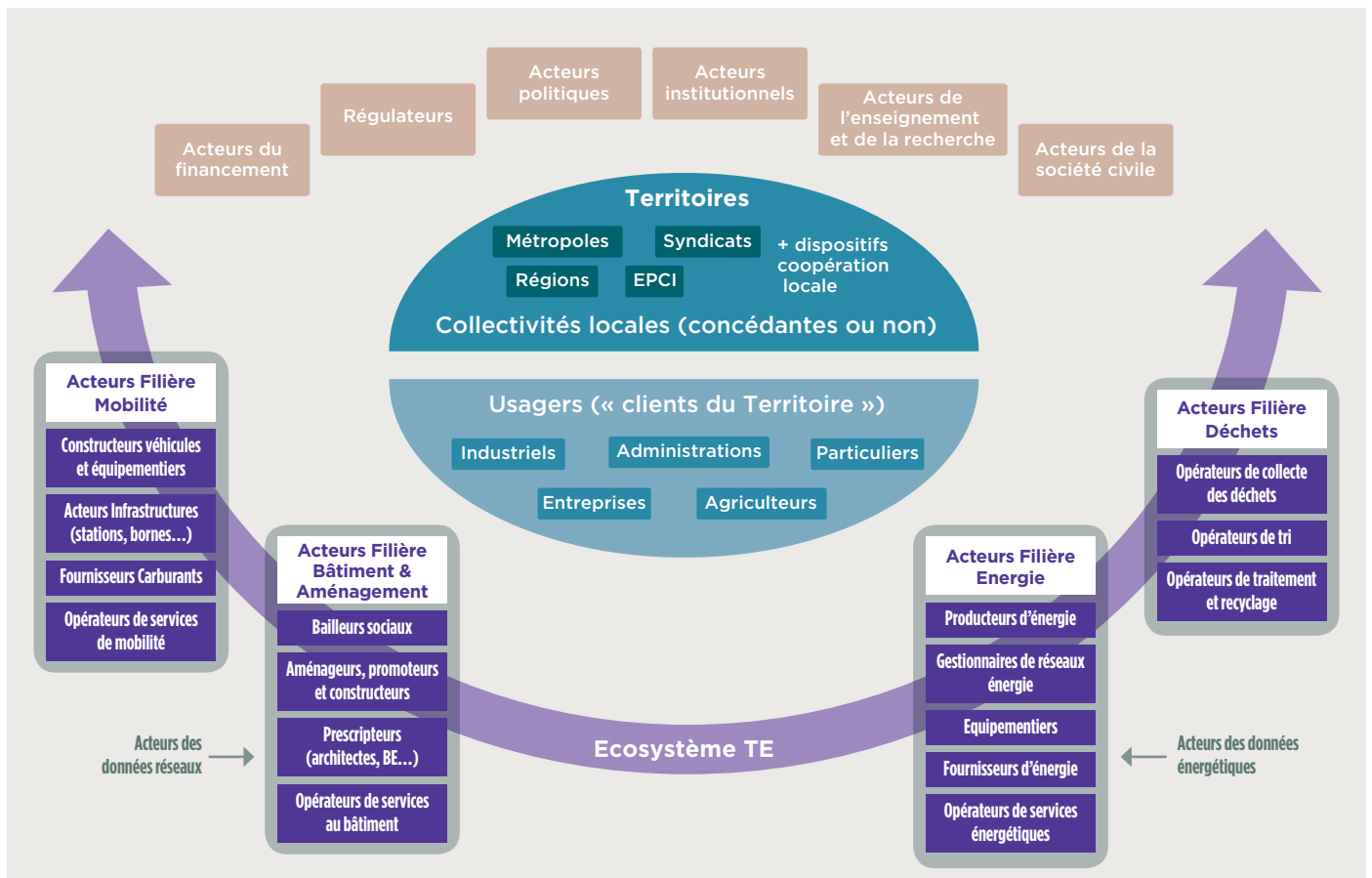
En s'aidant des outils numériques (plateformes participatives, réseaux sociaux), les citoyens donnent un nouveau souffle à la démocratie locale en alimentant et refaçonant les réflexions des collectivités. Ces dernières les repositionnent au cœur de leurs projets d'aménagement. En outre, comme en témoignent les difficultés rencontrées par les porteurs de projets éolien et biométhane, les citoyens ont autant le pouvoir de freiner que d'accélérer le développement de projets de production d'énergies issues de sources renouvelables. **Ils sont les premiers acteurs à convaincre, leur implication dès la naissance des projets est un moyen clé pour garantir l'acceptabilité.** A cet effet, leur contribution est désormais reconnue et orchestrée par l'Etat ou les Territoires eux-mêmes, à

l'image du label « Financement participatif de la croissance verte » et de l'outil EnRCIT de financement de projets citoyens.

## LES TERRITOIRES S'ENGAGENT DANS LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE À DES RYTHMES DIFFÉRENTS

### Du Grenelle de l'environnement à la loi NOTRe : la montée en puissance des territoires

L'histoire de la transition énergétique dans les Territoires s'ouvre avec le Grenelle de l'environnement. Les débuts industriels du solaire photovoltaïque et de l'éolien onshore, ou encore le premier appel à projet EcoQuartiers, amorcent un engouement et une montée en puissance progressive des territoires. L'initiative TEPOS illustre le foisonnement grandissant des initiatives : du petit EPCI à la grande Métropole, ils sont aujourd'hui plus de 400 engagés dans la démarche. **Pour les territoires, la décentralisation progressive du modèle énergétique est l'opportunité de s'emparer de leur destin énergétique, en maîtrisant la production et la distribution d'énergie**, historiquement centralisées.



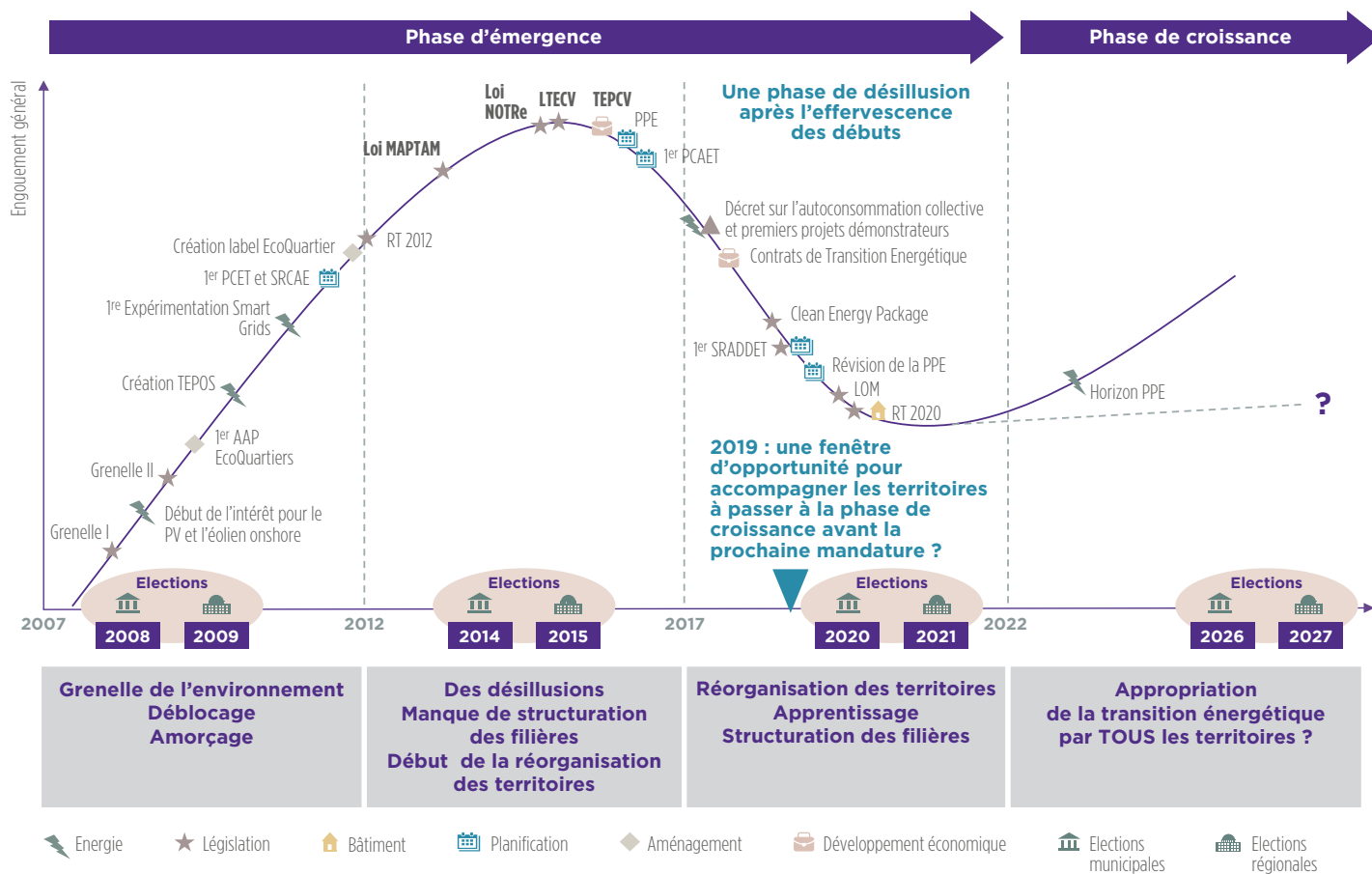
## Après l'effervescence des débuts, les territoires traversent une phase de structuration indispensable pour l'industrialisation des projets de transition énergétique

Après le pic des espérances en 2015, les premières désillusions font leur apparition. En effet, 4 ans après, force est de constater que le nouveau chapitre ouvert par les réformes territoriales n'a pas encore

permis d'écrire le scénario espéré. Outre les pionniers des TEPOS accompagnés de quelques régions et Métropoles en avance, la majorité du millier d'EPCI que compte la France ne s'est pas encore réellement saisie des rênes. Alors que la transition énergétique impacte l'ensemble de leurs domaines de compétences, les collectivités locales et territoriales, concentrées sur la mise en œuvre de la réforme territoriale,

peinent à structurer des feuilles de route transverses qui mobilisent l'ensemble de l'écosystème. Les volontés politiques, aussi ambitieuses soient-elles, peinent à se décliner en plan d'action et les investissements restent globalement timides.

**Bien qu'elle soit une préoccupation de tous les échelons, la transition énergétique est donc encore en phase d'émergence en 2019.**



## Les Régions et les Métropoles seront les acteurs clés de l'accélération de la transition énergétique dans les territoires

Les prochaines mandatures régionales et municipales seront décisives pour passer de l'intention à la concrétisation, de la multiplication des projets à la focalisation, à l'échelle des enjeux de la transition énergétique. Pour cela, il est primordial que chaque collectivité locale et territoriale s'approprie pleinement le rôle qui lui a été donné. Pour dépasser les discours d'intention, les Régions ont un enjeu à clarifier les priorités et orchestrer les acteurs, à partir des spécificités de leurs territoires (dynamisme économique, potentiel d'énergies renouvelables, enjeux environnementaux et qualité de l'air). Elles peuvent s'appuyer sur les Métropoles, déjà engagées dans

l'action, pour décliner opérationnellement leur stratégie et éviter toute bipolarisation. Enfin, Régions et Métropoles réussiront ce défi grâce au regroupement des compétences, à la consolidation et la massification des projets, et un investissement dans l'animation de l'écosystème économique local afin d'organiser un dialogue équilibré avec les citoyens, les industriels, les start-ups et la recherche.

## L'ÉVEIL CITOYEN

### Du consommateur au consom'acteur : la transition est en marche

Historiquement cantonné à un rôle de consommateur passif dans un marché de l'énergie en monopole régulé, le citoyen voit son rôle profondément évoluer avec

la transition énergétique. Des tendances sociétales sont à l'œuvre, en premier lieu l'appétence pour les circuits courts et produits locaux, le do it yourself, l'économie collaborative et la prise de conscience environnementale. Ces tendances émergentes se traduisent progressivement dans deux domaines d'action :

/ La transformation des modes de consommation vers plus de sobriété, avec notamment le co-voiturage, l'auto-partage et le développement de mobilité douces, ainsi que le pilotage intelligent de la consommation énergétique dans l'habitat.

/ Le financement et le portage de projets de production d'énergies renouvelables : le financement participatif est en plein essor avec 400 M€ collectés en 2018,



les projets de coopératives citoyennes d'énergie renouvelables ont doublé en 3 ans pour atteindre 300 projets, et l'auto-consommation se développe à l'échelle individuelle et collective.

#### Amplifier la contribution des citoyens

L'implication plus forte des citoyens dans la transition énergétique est confrontée à une réalité sociale et économique : la capacité à proposer des solutions concrètes et accessibles représente un défi majeur. Dans le secteur résidentiel par exemple, les investissements des ménages (plus de 10 Md€/an) ne suffisent pas, et doivent être soutenus par une simplification du dispositif d'aide, une massification des PTRE, et une sensibilisation à la sobriété énergétique. Le secteur du transport ne pourra réussir sa mutation vers l'écomobilité qu'à la faveur d'un changement radical des usages. La réorganisation de la gouvernance des mobilités dans les territoires consécutive à la Loi d'Orientations des Mobilités devrait favoriser l'émergence de solutions de mobilités propres alternatives au véhicule individuel dans les territoires ruraux. En milieu urbain, il faudra compter sur le développement des nouveaux services de mobilité. Enfin, un assouplissement et une simplification de la réglementation favorisera l'implication citoyenne dans les projets de production d'énergie renouvelables.

## LES TERRITOIRES ENTRAÎNENT DANS LEUR SILLON UNE VARIÉTÉ D'ACTEURS ÉCONOMIQUES MAJEURS, QUI SE TRANSFORMENT POUR LES ACCOMPAGNER

Les nouvelles chaînes de valeur locales créées par la transition énergétique se caractérisent par une technicité et une complexité croissante. Elles exposent les territoires à autant d'enjeux que de parties prenantes. Ils doivent construire avec elles de nouveaux modèles économiques et juridiques pour financer leurs projets et combler leur manque d'expertise.

#### Les grands énergéticiens initient leur mue

Bien que leurs activités traditionnelles représentent encore l'essentiel de leur chiffre d'affaires et de leur marge, ils prennent progressivement position sur les différents leviers de la transition énergétique dans les territoires. Ils développent de nouvelles offres autour de la production locale d'énergie renouvelable, la mobilité verte et les services énergétiques, à l'image des « solutions décentralisées pour les villes et territoires » du groupe ENGIE. Ils multiplient également les accords avec les collectivités tels que le partenariat signé entre la Région Occitanie et le groupe EDF portant sur l'apport d'ingénierie et de conseil.

#### De nouveaux entrants dans les services énergétiques territoriaux

Au-delà des énergéticiens, de nouveaux acteurs prennent place dans le paysage énergétique auprès des territoires. Certains se positionnent en tant qu'ensembliers intégrateurs, comme par exemple les acteurs du BTP sur les projets d'aménagement ou de rénovation. D'autres misent sur leur expertise technologique, au cœur du développement de nouveaux services : ce sont les acteurs du numérique et de l'intelligence des réseaux. Enfin, les constructeurs automobiles ne sont pas en reste et s'invitent sur le marché des services de recharge électrique, en plein boom avec l'essor promis de la mobilité verte.

## VERS UN NOUVEL ACTE DE LA DÉCENTRALISATION ?

A l'heure de la clôture du Grand Débat National, des voix se font entendre pour un nouvel acte de la décentralisation. Les communes, intercommunalités, départements et régions réunis sous la bannière Territoires Unis plaident pour des prérogatives locales renforcées, notamment en termes d'autonomie financière et fiscale, tandis que le gouvernement appelle à une clarification des responsabilités pour une meilleure lisibilité et efficacité de l'action publique.

Le nouvel élan du quinquennat va-t-il rebattre les cartes de la transition énergétique et de la coopération entre territoires ?

The Positive Way

**WAVESTONE**

[www.wavestone.com](http://www.wavestone.com)

Dans un monde où savoir se transformer est la clé du succès, Wavestone s'est donné pour mission d'éclairer et guider les grandes entreprises et organisations dans leurs transformations les plus critiques avec l'ambition de les rendre positives pour toutes les parties prenantes. C'est ce que nous appelons « The Positive Way ».

Wavestone rassemble 2 800 collaborateurs dans 8 pays. Il figure parmi les leaders indépendants du conseil en Europe, et constitue le 1<sup>er</sup> cabinet de conseil indépendant en France.

Wavestone est coté sur Euronext à Paris et labellisé Great Place To Work®.